



HAL
open science

La réduction des dépenses militaires et le désarmement

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La réduction des dépenses militaires et le désarmement. Economie du désarmement,, Espace Europe, Université Pierre Mendès France de Grenoble, Jun 1999, Grenoble, France. hal-03547256

HAL Id: hal-03547256

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03547256>

Submitted on 28 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La réduction des dépenses militaires et le désarmement

Jacques Fontanel

Les Conférences de l'Espace Europe

Jeudi 24 Juin 1999, Grenoble.

La réduction des dépenses militaires, souvent définie par une réduction des dépenses militaires, a souvent été analysée par les économistes, avec l'utilisation de modèles plus ou moins sophistiqués pour en analyser les effets. Cependant, ces analyses restent très hypothétiques dans leurs développements et leurs conclusions. La guerre n'est pas une simple question économique, elle est inscrite dans les rapports de pouvoir ou de convictions religieuses ou idéologiques. Pour qu'une économie de paix apparaissent bien d'autres éléments que la simple réduction des dépenses militaires sont nécessaires, car le sentiment de sécurité national et la violence de l'économie de marché entre les différents acteurs politiques et économiques du système économique international n'ont pas encore trouvé de solutions viables à court terme.

The reduction of military expenditure, often defined as a reduction in military expenditure, has often been analyzed by economists, using more or less sophisticated models to analyze its effects. However, these analyses remain very hypothetical in their development and conclusions. War is not a simple economic question, it is inscribed in the relationships of power or religious or ideological convictions. For an economy of peace to emerge, many other elements than the simple reduction of military expenditure are necessary, because the feeling of national security and the violence of the market economy between the different political and economic actors of the international economic system have not yet found viable solutions in the short term.

Désarmement, développement économique, dépenses militaires
Disarmament, economic development, military expenditures

Influencé par le fameux dilemme " le beurre ou les canons ", les économistes ont analysé les dépenses militaires comme des dépenses improductives. Le désarmement favorise alors le développement économique et social des Nations. Cette thèse a pourtant été contestée par plusieurs économistes (notamment List, Engels ou Sombart) et par les programmes des industries d'armement de l'Inde et du Brésil, fondés sur les politiques de l'import-substitution et des industries "industrialisantes". Autant dire que les dividendes du désarmement n'apparaissent plus comme une fatalité positive, mais comme une potentialité sujette, au moins à court terme, à des hypothèses restrictives. Jusqu'à une période récente, le désarmement n'a pas inspiré vraiment les économistes, et s'il y a des analyses souvent contradictoires de l'économie de l'armement (Fontanel,1990), il n'existe pas vraiment de théorie économique du désarmement.

Les analyses économiques de la sécurité nationale sont très hypothétiques dans leurs développements et leurs conclusions. Il faut dire qu'elles ne peuvent se passer de l'interdisciplinarité et que la loi des grands nombres ne leur sont que très rarement applicables. Au fond, la défense nationale est inscrite dans le cœur même d'une économie politique appliquée aux Etats, mais ses fondements et ses conséquences dépassent, au moins à court terme, l'horizon conceptuel et le système des hypothèses d'analyse généralement retenues par les grands courants de la pensée économique. Quatre observations au moins viennent étayer cette analyse.

1) Pendant longtemps, les Etats-Unis ont été persuadés que l'un des buts de Staline et de ses successeurs était de pousser les pays à économie de marché à développer leurs dépenses improductives d'armement jusqu'à ce qu'ils déposent leur bilan. En fait, les deux puissances n'ont pas amélioré leur sécurité en augmentant simultanément leurs dépenses militaires.

2) La guerre est souvent synonyme de transformations profondes de la société. Elle n'a pas de fondement exclusivement économique, elle est inscrite dans la lutte pour le pouvoir ou les convictions religieuses ou idéologiques. La coexistence des deux systèmes économiques capitalistes et socialistes a longtemps été jugée impossible à long terme, car ils étaient à la fois impérialistes et antagoniques.

3) Les Etats doivent protéger leurs richesses sous peine d'être, à terme, privés de leurs droits sur la distribution mondiale des richesses. L'idée de base, c'est que les dépenses militaires accroissent la sécurité nationale qui elle-même est une condition du développement

économique des Nations. En fait, l'influence de l'effort de défense est ambigu, car en même temps il réduit les investissements civils et il crée des distorsions indiscutables eu égard aux conditions d'une production efficace. En situation de guerre, la défense investit l'ensemble de l'activité nationale. En situation de paix, à l'encontre des militaires qui répugnent à voir les impératifs de défense subordonnés à des considérations économiques, les gouvernants sont amenés à prendre en compte le nécessaire équilibre entre une dépense qui peut s'avérer paupérisante et le maintien, à terme, de la sécurité nationale.

4) Le désarmement est-il la cause ou la conséquence des facteurs économiques et sociaux ? Si le désarmement est une décision " discrète " (non économiquement déterministe), de nature politique, dans ces conditions la réduction des dépenses militaires est conçue comme une variable instrumentale ou exogène modifiant les conditions de la croissance économique. Si au contraire, les facteurs économiques conditionnent le processus de désarmement, celui-ci devient plutôt une conséquence d'un état de crise de la société provoqué notamment par l'insatisfaction des besoins de consommation nationale ou l'augmentation du taux de chômage. Il semblerait que désarmement et développement exercent des relations simultanées, chacun étant à la fois cause et conséquence de l'autre. Pour les partisans du Nouvel Ordre Economique International, le désarmement apparaît plutôt comme une conséquence du développement.

Plusieurs facteurs nous incitent à considérer que les lendemains du désarmement actuel ne seront pas nécessairement pacifiques. En outre, les effets du désarmement ne peuvent pas être mesurés indépendamment des politiques économiques menées par les gouvernements. Une réduction volontaire des dépenses militaires ne peut pas se satisfaire d'un raisonnement de type *ceteris paribus*. La théorie du sous-développement comme produit du développement considère que la situation économique des pays du tiers monde est susceptible de se dégrader si, par exemple, les entreprises converties dans les pays développés viennent concurrencer les produits nationaux ou si elles n'achètent plus les matières premières qui formaient la plus grande partie de leurs ressources d'exportation. Une réduction des dépenses de recherche-développement militaire au profit du secteur civil peut conduire à un accroissement du " gap " technologique et, à terme, à un élargissement des inégalités économiques. Autrement dit, un désarmement mondial devrait modifier les conditions de la concurrence et du partage mondial des richesses. Cependant, l'analyse économique contemporaine ne permet pas de répondre clairement aux trois questions fondamentales de l'économie de la défense et donc de l'économie du désarmement :

- Quel choix opérer entre le beurre et le canon (c'est-à-dire quel est le coût d'opportunité des dépenses militaires en productions civiles) ?
- Quel est le pouvoir explosif (*bang for a buck*) d'un dollar (c'est-à-dire quelle est la puissance explosive d'un dollar dépensé dans la défense nationale) ?
- Combien faut-il dépenser et comment (c'est-à-dire quel est le niveau optimal des dépenses militaires, compte tenu des contraintes de sécurité présentes et à venir) ?

Ces questions sont d'ailleurs étroitement liées les unes aux autres, car le pouvoir explosif d'un dollar est une indication intéressante des sommes à engager pour la défense nationale dans une situation de rareté relative. Les économistes se préoccupent principalement de la première et de la troisième questions. De nombreux mythes entourent les réflexions sur les dividendes de la paix, qui sont réputés importants, capables de résoudre les problèmes économiques et sociaux des pays malgré quelques coûts et difficultés de structures conjoncturels.

Dès le début des années 50, le général Omar N. Bradley, alors chef du Veterans Committee affirmait que " les plus grands ennemis de la démocratie ne sont pas les

comploteurs clandestins " dit-il " mais le chômage, la faim,... le cycle mortel de booms et de crises... ". Pourtant, la géopolitique de la guerre froide était basée sur l'idée selon laquelle la rivalité entre le capitalisme et le socialisme devait s'achever par la disparition d'un des deux systèmes économiques. L'idée selon laquelle la sécurité doit être assurée avec le minimum d'armes, sur la base de l'équilibre de la menace, commence à ne plus être jugée subversive. La question de savoir s'il s'agit d'un véritable processus de désarmement rationnel, durable, fondé sur l'idée selon laquelle il existe à la fois un gaspillage des ressources rares et une sécurité internationale qui n'est plus vraiment (ou mieux) assurée par les dépenses militaires n'a pas encore de réponse claire et elle fait encore l'objet de débats contradictoires.

I. L'importance des dépenses militaires dans le monde

Dans cette partie, plusieurs considérations doivent être faites concernant les estimations des dépenses militaires. D'abord, elles se prêtent mal à la quantification, compte tenu de considérations spécifiques (comme l'absence d'un marché déterminant les prix) ou plus générales (comme l'application des taux de change dans les comparaisons internationales) qui ont des effets importants sur la compréhension des évolutions stratégiques de la défense des principaux Etats. Dans un contexte de désarmement, des définitions homogènes des dépenses militaires, leur comparabilité inter temporelle et internationale, l'analyse adéquate du phénomène nucléaire et une bonne information sur le commerce international des armes apparaissent nécessaires. L'auteur rappelle ainsi les travaux qu'il a engagé sur ces questions pour le compte de l'Onu et dont de nombreuses publications font état. Il montre notamment les évolutions globales, sectorielles, temporelles, géographiques. Il pose trois problèmes particuliers, sur lesquels il a souvent déjà donné une réponse dans plusieurs articles publiés dans des Revues scientifiques ;

- Il pose notamment la question de la spécialisation entre Alliés. Si l'on se réfère à la théorie ricardienne du commerce international, il n'est pas évident que les Etats-Unis aient intérêt à se spécialiser dans les missiles de croisières, en termes d'avantages comparatifs.

- Il insiste aussi sur le rôle spécifique du nucléaire (rappelons que sa thèse principale, publiée dans de nombreux articles, porte sur l'efficacité en termes de coût d'opportunité des fosses nucléaires. D'abord, les explosifs nucléaires sont moins chers que les explosifs conventionnels. Ils exigent peu de personnel et beaucoup de capital ; ils sont donc adaptés aux technologies modernes. Ensuite, il faut peu de bombes pour assurer l'équilibre de la terreur ou définir une stratégie de la dissuasion du faible au fort. Enfin, le nucléaire et les politiques stratégiques qui lui sont associées sont économiques, car elles dissuadent la guerre et évitent les combats et les défaites.

- Les ventes d'armes sont souvent paupérisantes, c'est-à-dire qu'elles appauvrissent souvent les pays qui ont tendance à payer plus cher leurs propres armes que les acheteurs étrangers. La système des compensations et des non paiement des dettes rend la rentabilité du processus plus que douteuse pour une collectivité.

II. Les dépenses militaires, variables expliquées ou explicatives des facteurs économiques

Le désarmement présente des formes variées et leurs effets sont donc différents dans le temps et dans l'espace. Après avoir montré les théories économiques de la guerre et de la paix

(thème déjà abordé, mais élargi par rapport à Economistes de la Paix, l'ouvrage présenté ci-après), les déterminants économiques des dépenses militaires sont présentés.

La question fondamentale d'un processus de désarmement est de savoir s'il se décrète ou s'il est le résultat d'un processus systémique endogène. La théorie économique suppose que les dépenses militaires sont improductives. Les économistes considèrent généralement que les dépenses militaires sont un intrant ou un coût nécessaire en vue de produire un output, la défense nationale. En règle générale, les dépenses militaires sont considérées comme des variables exogènes, déterminées unilatéralement par l'Etat. Cette conception n'est pas satisfaisante, car les dépenses militaires, comme instrument de défense ou de guerre, constituent des variables économiques essentielles dont l'impact ne se limite pas aux actions discrètes (au sens mathématique du terme) d'accords de désarmement éventuels ou de conflits armés, mais s'exprime aussi dans la continuité de l'effort national de défense nécessaire à long terme.

Les études formalisées, souvent soutenues par des recherches économétriques plus ou moins complexes, en vue d'expliquer les fondements économiques des dépenses militaires ont produit des résultats souvent incohérents, car la sécurité nationale implique des coûts dont la détermination se fixe souvent dans des réflexions extra économiques, comme l'importance de la menace, ou la volonté de puissances des acteurs. Quelques règles semblent pourtant être respectées. Plus l'Etat est puissant, plus il est à même de disposer d'importantes ressources. Plus le revenu par habitant d'un pays est important et moins l'Etat est enclin à augmenter, proportionnellement, ses dépenses militaires. C'est l'expression analytique du dilemme entre le beurre et le canon. L'importance des rentes et de la spéculation constituent des facteurs d'accroissement des dépenses militaires. Les mouvements cycliques de l'économie, notamment la recherche du maintien à court terme du plein emploi, constituent des variables explicatives non négligeables des dépenses militaires des pays développés. L'existence d'un complexe militaro-industriel exerce un effet plutôt positif sur les dépenses militaires.

III. L'effet des dépenses militaires sur l'économie nationale

Les conflits armés ou les menaces de guerre sont presque toujours exclus de l'analyse économique contemporaine. Cependant, le choix du système de défense peut être influencé par l'utilisation des effets directs ou indirects des dépenses militaires sur l'économie, conduisant à une militarisation inéluctable de l'économie.

L'analyse macro-économique des dépenses militaires est généralement examinée dans ses relations avec sept variables économiques fondamentales : l'investissement, la croissance, l'emploi, la balance des paiements, l'inflation, la recherche-développement et le développement économique. Les résultats économétriques montrent la variété des situations. Cependant, l'auteur montre que trois caractéristiques fondamentales s'imposent (souvent à partir d'études publiées en collaboration avec le Professeur Ron Smith), qui sont généralement reprises dans la littérature économique :

- Les dépenses militaires exercent un effet plutôt négatif sur l'investissement national des pays développés. Plusieurs effets positifs et négatifs sont alors mis en évidence.
- Elles exercent des tensions inflationnistes non négligeables, notamment en situation de plein emploi.
- Elles développent des technologies de type "labour saving". En d'autres termes, les dépenses militaires produisent moins d'emplois que la moyenne des autres activités publiques.

IV. Le désarmement pour le développement

Enfin, l'auteur teste l'hypothèse du désarmement pour le développement. D'abord, il présente les analyses faites dans les pays développés, puis dans les pays en voie de développement.

- Il existe deux types d'analyses complémentaires : la simulation de modèles économiques plus ou moins complexes et les réflexions de politique économique fondées sur les actions à entreprendre dans le cadre d'un désarmement. Pour la France, par exemple, un modèle très simple portant sur des séries chronologiques (Fontanel) montre un effet faiblement positif sur la production intérieure brute de la France d'un processus de désarmement progressif. Cet impact est dû principalement à la réduction des tensions inflationnistes qui naissent de l'effort d'armement et à l'augmentation sensible de l'investissement national. Les dépenses militaires ont une double nature : en tant que dépenses publiques, elles exercent des effets importants sur la demande globale et elles sont donc susceptibles d'exercer les effets du multiplicateur keynésien; en tant que dépenses militaires stricto sensu, elles doivent être analysées en comparaison avec les autres formes de dépenses publiques ou privées. Dans ces conditions, les dépenses militaires ont des coûts d'opportunité assez élevés, notamment parce qu'elles réduisent le potentiel d'investissements publics ou privés destinés à la production. Pour le Royaume-Uni, Dunne et Smith considèrent que le désarmement représente plus une opportunité qu'un problème économique. À partir du modèle CGP (Cambridge Growth Project de l'Université de Warwick), ils réalisent plusieurs simulations de l'impact économique du désarmement en Grande-Bretagne. Pour les Etats-Unis, l'étude de Ward et Davis met en évidence les effets multiplicateurs des dépenses gouvernementales, militaires et civiles, sur l'économie nationale et elle démontre l'existence d'effets contradictoires dont la résultante dépend à la fois de la taille des dépenses de défense dans l'économie des Etats-Unis et de l'importance, dans le budget de l'Etat, de l'effort militaire. Le poids relatif des dépenses militaires dans l'économie nationale constitue un fardeau pour l'économie américaine, alors que les dépenses publiques non-militaires exercent plutôt un effet positif. Pour Klein (1990), une procédure de désarmement aura une incidence nécessairement positive sur l'économie américaine. La production de biens de capital civil est très utile lorsqu'elle se substitue aux productions militaires, parce que la première engendre de nouveaux flux de revenus, alors que les secondes sont utilisées pour détruire ou pour être détruites sans aucun retour économique. Ainsi, une autoroute aura une utilité qui dépassera largement la période de dépense et qui favorisera l'expression d'autres utilités. Pour les matériels militaires, la première condition n'est pas toujours assurée, alors que la seconde ne l'est pratiquement jamais. En conclusion, il semble que l'impact des dépenses militaires sur les économies nationales des pays développés a été plutôt très faiblement positif, dans l'ordre du quantitatif. En termes de coûts d'opportunité, il ne semble pas cependant que l'effort de défense constitue le meilleur investissement économique contemporain, ce qui peut expliquer l'érosion progressive de la compétitivité des pays qui maintiennent, sur de longues périodes, un niveau élevé de dépenses militaires. Il faudrait aussi distinguer les pays producteurs d'armement (qui dans certains cas peuvent recevoir des effets positifs ou négatifs d'un processus de désarmement), les grandes puissances (qui sont susceptibles de bénéficier d'effets de domination) ou les puissances moyennes dans leurs aspirations à maintenir une sécurité nationale suffisante.

- Les pays du tiers monde semblent être condamnés à la tragique contradiction entre le dilemme de sécurité et la trappe de la pauvreté. Les analyses économétriques semblent indiquer que les dépenses militaires tendent à être déterminées de manière relativement autonome de l'économie nationale, sauf en ce qui concerne les pays exportateurs de pétrole. Le désarmement et le développement sont deux objectifs essentiels de notre temps. La question est de savoir s'il est judicieux de les lier. Le désarmement pour le développement est habituellement analysé d'une part en l'absence de tout transfert international des ressources épargnées par le désarmement et d'autre part dans le cadre d'une aide accrue en faveur des pays les plus démunis. Dans les pays aux ressources rares, il existe trois effets de substitution : temporel (choix entre le présent et l'avenir), sectoriel (choix entre les sphères militaires et civiles) et catégoriel (effet d'éviction de l'investissement provoqué par les dépenses de défense). En l'absence de transferts, pour les pays qui n'ont pas d'industrie d'armement, les effets d'une réduction des dépenses militaires, si elle n'est pas compensée par une dépense au moins égale au maintien de l'ordre intérieur ou à l'achat de produits de luxe importés, sont positifs même à court terme, car ils favorisent l'utilisation plus efficace des ressources rares. Pour les pays producteurs d'armes, une procédure de désarmement peut avoir des effets pervers à court terme, notamment pour les industries et régions directement concernées par les activités industrielles d'armement. La question est analysée de manière différente lorsque l'effort militaire est accompagné d'une assistance d'un pays développé. Pour le modèle mondial de Leontief et Duchin, le transfert des ressources vers les pays pauvres favorise leur développement économique. Un désarmement pour le développement est donc souhaitable. Ces résultats, pour spectaculaires qu'ils paraissent pour les pays sous-développés faiblement peuplés n'en sont pas moins statistiquement peu significatifs. Le modèle macroéconomique mondial MULTIMOD du Fonds Monétaire International considère que les bénéfices à long terme consécutifs à la réduction homogène des dépenses militaires de 20 % (mais aussi des importations et exportations d'armes et de l'aide militaire) sont importants et largement répartis. Le désarmement requiert une série de décisions sur les priorités politiques, sur l'ordre économique international, sur la nature du développement, sur le taux et la direction du progrès technologique susceptible d'être développé dans une société moins militarisée, sur la gestion de l'environnement naturel ou sur la réallocation et la répartition des ressources économiques.

Bibliographie

- Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°5, Grenoble.
- Cars, H.C., Fontanel, J. (1987), Military Expenditure Comparisons, in *Peace, Defence and Economic Analysis*, Mac Millan Press, London.
- Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le désarmement pour le développement, Fondation pour les Etudes de défense nationale 190.
- Deger, S., West, R. (1987), *Defense, Security and Development*, Frances Pinter, London.
- Dunne, P., Smith, R. (1990), The peace dividend of the UK Economy, *Cambridge Econometrics*, Report n°1.
- Fontanel, J. (1982), Military expenditures and Economic Growth (France Morocco), report written for the United Nations, New York
- Fontanel, J. (1985), Introduction à l'effort économique de défense, *Arès, Défense et Sécurité*.
- Fontanel, J. (1986), The International disarmament fund for development, *Disarmament* 9(1).
- Fontanel, J. (1990), The economic effects of military expenditure in Third World countries, *Journal of Peace Research*, 27(4).

- Fontanel, J., Ward, M. (1993), Military expenditures, armament and disarmament, *Defence Economics*, 4(1).
- Fontanel (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble, PUG.
- Fontanel, J. (1994), *La conversion économique du secteur militaire*, Economica, Paris.
- Fontanel, J. (1995), *Les dépenses militaires et le désarmement*, Publisud, Paris.
- Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics* 6(3).
- Fontanel, J., Gaidar, I. (1998), *L'avenir de l'économie russe en question*, Presses Universitaires de Grenoble, PUG.
- Hattori, A., Fontanel, J., Chatterji, M. (1996), *Arms spending, development and security*, Ashing Publishing House, New Delhi.
- Hartley, K., Cox, J. (1995)-, *The Costs of Non-Europe in Defence procurement*, European Commission DGIII, Bruxelles.
- Leontiev W., Duchin, F. (1983), *Military Spending, Facts and Figures. Worldwide implications and future outlook*. Oxford University Press.
- Martin, S., Smith, R., Fontanel, J. (1987), Time-series of the macroeconomic impact of defence spending in France and UK, in *Peace Defence and Economic analysis*, MacMillan, London.
- Shkaratan, O., Fontanel, J. (1998), Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex, *Defence and Peace Economics* 9(4).
- Smith, R. P., Humm, A. and Fontanel, J. (1987) Capital-labour substitution in defence provision, *Defence, Security and Development*, Frances Pinter
- UNIDIR (1986), *Establishment of an International Disarmament Fund*, UNIDIR, Geneva, November.
- UNO (1981), *Study on the relationship between disarmament and development*, New York, ONU.